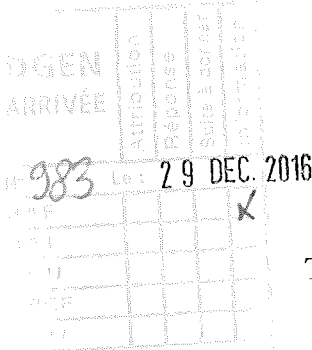


*Le Président*

N° 10197 / PR

Papeete, le 28 DEC. 2016



Monsieur Nick Leeder
Directeur général de Google France
8 rue de Londres - 75009 Paris - France
Tél. : +33 (0) 1 42 68 53 00 - Fax : +33 (0) 1 53 01 08 15

Objet : Reconnaissance de la Polynésie française dans les applications payantes

Monsieur le Directeur général de Google France,

Les produits, applications mobiles et fonctionnalités Google Play ne sont pas disponibles dans tous les pays du monde. Ainsi certains mobinautes polynésiens ne peuvent accéder à des applications développées en Polynésie française à partir de la plate-forme de téléchargement Google Play pour Android.

Notre Pays, bien qu'étant une collectivité ultra-marine française, ne fait pas partie des pays pouvant accéder aux applications payantes mises en ligne sur votre plate-forme. Ainsi des applications comme *Tahiti kiosque* ou *Viber* ne sont accessibles que par des moyens techniques détournés difficiles d'accès au plus grand nombre.

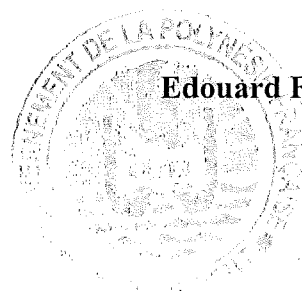
Conscient des effets que ces verrous techniques peuvent avoir sur le développement des usages numériques en Polynésie française, je souhaiterais que notre collectivité puisse désormais apparaître dans la liste des pays autorisant la mise à disposition de solutions et applications payantes.

Afin de construire une relation durable de partenariat mutuellement profitable, les services de la Direction générale de l'économie numérique de Polynésie française seront à votre entière disposition. (Tél. : +689 87376666 – karl.tefaatau@dgen.gov.pf).

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur général, l'expression de ma considération distinguée.

Copies :

PR 1
VP 1
SGG 1
DMRA 1
REG 1
MEI 1
DGEN 1

**Edouard FRITCH**



PRESIDENCE
SECRETARIAT DU CABINET

Papeete le 28.12.16

AU**BUREAU DU COURRIER****BORDEREAU DE TRANSMISSION**

Réf.	Date	Objet
2756/MEI 8302 mataara	13.12.16	lettre PR à M. Nick LEEDER, DG Google France signé Reconnaissance de la Polynésie française dans les applications payantes
3448/VP 8303 mataara	26.12.16	lettre PR à HC + 6 avenant originaux signé Avenant N° 1 à la convention annuelle 2016 n° 072- 16 du 03/08/16 du contrat de projets Etat - Polynésie (2015-2020) relatif au financement de projets relevant des compétences de la Polynésie française

R E C E P T I O N

Reçu conforme à la description ci-dessus :	Emargement :
A....., le..... àheures	



MINISTÈRE
DE LA RELANCE ÉCONOMIQUE,
DE L'ÉCONOMIE BLEUE,
DE LA POLITIQUE NUMÉRIQUE,
DE LA PROMOTION DES INVESTISSEMENTS,
*chargé des relations avec
l'Assemblée de la Polynésie française
et le Conseil économique, social et culturel*

N° 2756 / MEI

Papeete, le 13 DEC. 2016

*Le Ministre*Affaire suivie par : DGEN

POLYNÉSIE FRANÇAISE	
DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE	
Arrivée le :	
27 DEC 2016	
N° Chrono	à 12933 fe
N° Série	
EXÉCUTION	
INFORMATION	

SECRETARIAT GÉNÉRAL	
Arrivée le :	
27 DEC. 2016	
N° Chrono	
N° Série	
EXÉCUTION	
INFORMATION	

Monsieur le Président de la Polynésie française

Objet : Reconnaissance de la Polynésie française dans les applications payantes

P. J. : Projet de courrier PR au Directeur général de Google France

Monsieur le Président,

Les produits, applications mobiles et fonctionnalités Google Play ne sont pas tous disponibles dans tous les pays du monde.

Ainsi certains mobinautes polynésiens ne peuvent accéder à des applications à partir de la plate-forme de téléchargement Google.

Les applications bloquées par les *Pure player* sont généralement des **applications payantes**. Il existe une liste de pays où les utilisateurs résidents accèdent à ces applications mais la Polynésie française n'en fait pas partie.

Cette politique de verrous des applications payantes dans certains pays est parfois liée à l'utilisation d'une monnaie non-reconnue par les plates-formes de téléchargement comme Google Play.

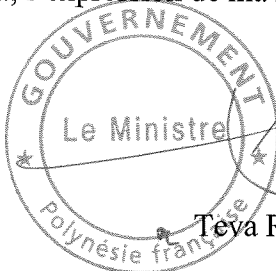
Chaque développeur informatique peut toutefois demander l'évolution de cette liste avec un succès variable et non garanti.

Afin de faciliter la démarche des acteurs locaux du numérique, la Polynésie française doit donc saisir officiellement Google pour que ce problème soit levé.

En parallèle de la démarche officielle, les services de la Direction générale de l'économie numérique ont d'ores et déjà initié une procédure de déclaration en ligne.

Tel est l'objet du projet de courrier que j'ai l'honneur de soumettre à votre signature.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma haute considération.



The seal is circular with the text "GOUVERNEMENT" at the top and "Polynésie française" at the bottom, separated by two stars. In the center, it says "Le Ministre". A handwritten signature is written over the seal.

Teva ROHFRI TSCH